

Le défi de la «juste» sélection scolaire

Christian Alain Muller

A la veille de la votation vaudoise sur l'initiative «Ecole 2010» et le contre-projet baptisé LEO, le débat sur l'école s'enflamme quelque peu. Un tour d'horizon des prises de positions des uns et des autres montre à l'évidence que chacun y va de ses arguments de sens commun et de ses croyances, voire de ses préjugés. En bref, les uns défendraient une vision élitiste de l'école alors que les autres montreraient une bonne volonté humanitaire envers les élèves les plus faibles.

Quoi qu'il en soit, l'école dont il est question dans ce débat est à la fois a-historique et a-sociologique. En effet, les élèves, les familles, les enseignants et le système d'enseignement ne sont renvoyés qu'à eux-mêmes comme s'ils n'avaient pas de propriétés sociales et comme si aucune détermination historique ne pesait sur eux. La modification des structures de l'enseignement secondaire inférieur (obligatoire) est même parfois présentée comme une mesure simplement technique et, de surcroît, d'une faible portée. Sa finalité est réduite à assurer une meilleure insertion professionnelle des individus. Or, rien n'est plus faux et un peu d'histoire et de sociologie est de nature à éclairer le choix des citoyens.

A dire vrai, toutes les réformes des enseignements primaires et secondaires depuis maintenant un demi-siècle tentent sans succès de résoudre un phénomène qui, pour l'essentiel, est à l'origine du conflit social sur le système d'enseignement et de sa «crise»: la massification de l'enseignement secondaire. Cette massification s'inscrit dans une dynamique pluriséculaire qui passe d'abord par la généralisation de la scolarité au XIXe siècle puis

l'allongement général de la scolarité au XXe siècle. Si bien qu'à l'aube du XXIe siècle, la scolarisation est devenue plus que jamais la préparation de toutes et tous à la vie sociale et à la vie active. Inédit historiquement, ce triomphe de l'école a des effets sociaux majeurs qui constituent les principaux enjeux des débats, réformes et votations sur l'école depuis 40 ans en Suisse et en Occident. Ici, nous en retiendrons un seul.

Peut-on vraiment décider posément de l'avenir de l'école sans savoir que la massification de l'enseignement secondaire (amorcée dans les années 1930) a approfondi comme jamais les relations entre le système économique et le système d'enseignement avec pour principales conséquences que les positions socioprofessionnelles sont toujours plus dépendantes des positions scolaires telles que certifiées par les diplômes? En effet, la massification de l'enseignement secondaire inférieur puis des formations post-obligatoires est directement corrélée à l'extraordinaire expansion économique des Trente Glorieuses. Se soutenant l'une l'autre, elles opèrent la transformation sociale majeure du XXe siècle: le développement d'une vaste classe moyenne caractérisée par l'acquisition d'un fort capital scolaire, un revenu salarié et une féminisation. Ainsi, les classes moyennes sont très dépendantes d'une fréquentation prolongée du système d'enseignement pour accéder aux emplois bien qualifiés qui la reproduisent. Or, le rythme de croissance de ces emplois s'est drastiquement ralenti dans les deux dernières décennies alors que se poursuit l'expansion scolaire. Autrement dit, la «crise» de l'école est largement imputable à l'augmentation de la fréquence du désajustement entre les espérances

individuelles liées au diplôme obtenu et les chances réelles d'obtenir une position socioprofessionnelle correspondante à ce diplôme. Une réalité que la concurrence scolaire à laquelle se livrent entre eux les élèves du secondaire comme les étudiants dissimule à leurs propres yeux.

Ce phénomène touche, en premier lieu, les classes moyennes salariées pour lesquelles les jugements scolaires sont cruciaux pour le maintien ou l'amélioration de leur position sociale et, en deuxième lieu, l'ensemble des générations pour lesquelles l'obtention d'un diplôme est une condition toujours plus nécessaire mais toujours moins suffisante pour accéder au marché du travail. Contrairement aux générations nées avant 1980, les parents sont amenés à pousser plus avant leurs enfants dans la scolarité sans pouvoir leur garantir qu'ils seront payés en retour. A l'adage parental qui, auparavant, pouvait se résumer dans la formule «travaille mieux que moi à l'école pour avoir un meilleur métier» a succédé désormais l'injonction «travaille mieux que moi à l'école pour avoir... le même type d'emploi».

Privé des sciences historiques et de la sociologie, le débat sur l'école est inintelligible

Dans ce contexte, la question de l'efficacité «utile» des savoirs scolaires, qui tend à se réduire à la question de leur valeur sur le marché du travail, est à mettre en relation étroite avec les évolutions récentes de la culture scolaire. En effet, on observe une progression de l'abstraction formelle et de l'utilitarisme des savoirs – dont les «compéten-

ces» sont emblématiques – qui, paradoxalement, produit une forme d'anti-intellectualisme au sein même de la culture scolaire et contribue à l'irréversible décrochage du cinquième des élèves les plus faibles scolairement. Sans compter que l'arrondissement des enfants et adolescents par l'industrie culturelle de masse et l'ascendant toujours plus fort que prend le groupe des pairs (que la massification scolaire favorise en prolongeant l'entre-soi des jeunes) depuis le milieu des années 1990 développent en eux des aspirations et des dispositions agonistiques, consuméristes, narcissiques et hédonistes qui entrent en collision avec le minimum d'ascèse que nécessite l'étude.

Dès lors, on comprend mieux la pugnacité de nombre de parents des classes moyennes pour avoir des informations lisibles et fiables sur la position de leurs enfants dans une hiérarchie scolaire qui, sous bien des aspects, préfigure la hiérarchie sociale. Les votations genevoises sur le retour des notes à l'école primaire en 2006 et sur le retour des trois filières au Cycle d'orientation (secondaire inférieur) en 2009 comme l'initiative «Ecole 2010» en sont les traces tangibles. Et si le débat et les critiques sur l'école sont sans cesse renaissants, c'est parce qu'aucune solution socialement acceptable n'a été véritablement trouvée à la massification scolaire et à ses effets sociaux, culturels, économiques et politiques durables.

A la lumière de ces brèves analyses historiques et passé le premier effet de désenchantement qu'elles produisent, la question essentielle de l'égalité des chances et de la sélection – dite pudiquement «orientation» – prend une autre ampleur et s'impose véritablement comme un choix de société. Encore ne

faut-il pas travestir l'égalité des chances avec le simple respect de la diversité ou de l'équité qui, on le sait, n'ont rien à voir de près ou de loin avec la «démocratisation des

études». Et encore faut-il savoir que la loi d'airain faisant que l'origine sociale détermine massivement les probabilités de réussite scolaire est toujours valable depuis sa mise en place il y a environ deux siècles.

Alors que décider? La votation pose la question d'une «juste» sélection scolaire et il appartient à chaque citoyenne et citoyen de se forger une opinion en toute

connaissance des enjeux.

Maître-assistant, Laboratoire d'histoire sociale et culturelle de l'éducation (LHiSCE), Université de Genève